

**Comité** : Conseil de sécurité

**Question** : 2030, les guerres des mondes

**Auteur** : États-Unis

Les États-Unis se trouvent en 2030 sous le gouvernement démocrate de Kamala Harris, en fonction depuis 2024. En tant que pays possédant la 3<sup>e</sup> armée la plus grande en termes d'effectifs au niveau mondial et l'armée avec le budget de défense le plus élevé au monde, avec 930 milliards d'euros en 2030, leurs priorités sont la compétitivité de leur armée et la sécurité de leurs habitants face aux tensions émergentes en Asie de l'Est et en Afrique. De plus, ils font partie d'organisations internationales comme l'OTAN, l'ANZUS et le QUAD, au sein desquelles ils cherchent à fortifier leur position face à la montée en puissance des forces chinoises et à une crise de sécurité intérieure. Les États-Unis affirment que leur désengagement de certains conflits permettra de mieux gérer et renforcer le pays.

Les États-Unis cherchent à sécuriser leur position en Asie suite à leur désengagement progressif au Moyen-Orient depuis la pacification de la zone, en renforçant leurs alliances asiatiques et dans la région du Pacifique. Notamment avec la Corée du Sud, le Japon, Taïwan, ainsi que les membres de l'ANZUS (l'Australie, l' Nouvelle-Zélande) et du QUAD (l'Australie, le Japon et l'Inde). Ensemble, ils cherchent à s'opposer et à contenir la croissance des forces armées chinoises et de leur allié nord-coréen, qui menacent la paix mondiale. De plus, ils restent un membre solide de l'OTAN, assurant ainsi la collaboration et la défense de ses autres membres en cas d'attaque.

Face à la montée des violences à l'échelle nationale, les États-Unis cherchent également à éviter l'intégration dans des guerres qui ne sont pas indispensables. En 2029, on constate la montée d'un terrorisme d'extrême droite (républicains radicaux) appelé le MAGA terrorism, ou "Make America Great Again" terrorism, dont les partisans estiment que l'immigration et la multiculturalité ont ruiné les États-Unis. Ces actes racistes et islamophobes se répandent à travers le territoire et sont réprimés dans la mesure du possible par le gouvernement et les autorités. De plus, la crise de violence liée aux armes, qui existe depuis des décennies, commence à remettre sérieusement en cause les droits constitutionnels du second amendement, ce qui crée de grandes tensions autour d'une éventuelle réforme constitutionnelle américaine.

Les États-Unis sont également les premières victimes de la crise des opioïdes depuis les années 2000, lorsque l'utilisation du fentanyl s'est popularisée. Il est nécessaire de renforcer les contrôles et de durcir les restrictions sur le trafic international de drogues. En effet, cela est devenu la source d'un véritable désastre sanitaire, faisant plus de 100 000 morts par an aux États-Unis seulement, soit 1/6 des décès mondiaux liés aux opioïdes, un chiffre qui ne cesse d'augmenter. De plus, ce trafic est une véritable source de violence et de conflits entre gangs et trafiquants, causant également des centaines de morts. En 2030, les États-Unis participent à la conférence organisée par la Colombie sur le trafic de drogues, afin de chercher des solutions entre pays producteurs et consommateurs.

Enfin, la délégation des États-Unis insiste sur le besoin de sécuriser l'usage de l'intelligence artificielle. En effet, il est impératif de mettre en place des mesures pour réguler son utilisation, tant dans les secteurs militaires comme outil technologique que dans des situations courantes. En aucun cas des menaces prévisibles, notamment les deepfakes, les violations de la confidentialité des données ou la discrimination algorithmique, ne devraient être tolérées. D'où la création de l'AI Safety Institute en 2024. Cela dit, ils cherchent aussi à assurer leur compétitivité sur le plan militaire et technologique, donc son usage ne sera pas interdit. De plus, le secteur privé joue un rôle important dans l'utilisation de l'intelligence artificielle, et il est donc crucial de travailler avec celui-ci pour garantir une utilisation aussi sécurisée que possible sans freiner son développement.

Les États-Unis maintiennent que, pour améliorer la sécurité internationale et protéger les droits fondamentaux de l'homme, tout en assurant le progrès des membres des Nations Unies, il est impératif de prendre des mesures strictes contre les trafics illégaux et de réguler progressivement les avancées technologiques et militaires en fonction de leur objectif et de leur application.